

PNH

PARTIDO NACIONAL DE HONDURAS

Données clés

Date de création : 27 février 1902.

Positionnement idéologique actuel : Conservateur de centre-droit.

Affiliations internationales : Membre de l'UDI (Union Démocrate Internationale)

Implantations territoriales : Mobilisation principalement des zones rurales, peu développées mais à forte participation électorale. Le parti compte 24 bastions dans le sud-ouest du pays et a l'avantage dans 85 municipalités, dans cette même zone pour leur majorité.

Principaux dirigeants : Comité Central : Ricardo Antonio Álvarez Arias (Président), Carlos Áfrico Madrid Hart (Vice-président), Juan Orlando Hernández (Secrétaire Général)

Mode de désignation des dirigeants : Les 15 membres du Comité Central (dont son Président, Vice-président et Secrétaire général) sont élus par la Convention Nationale (élue par les comités locaux).

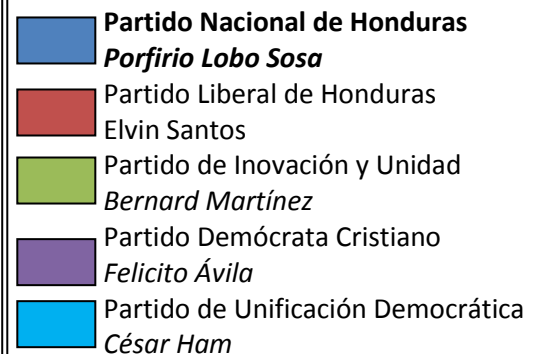
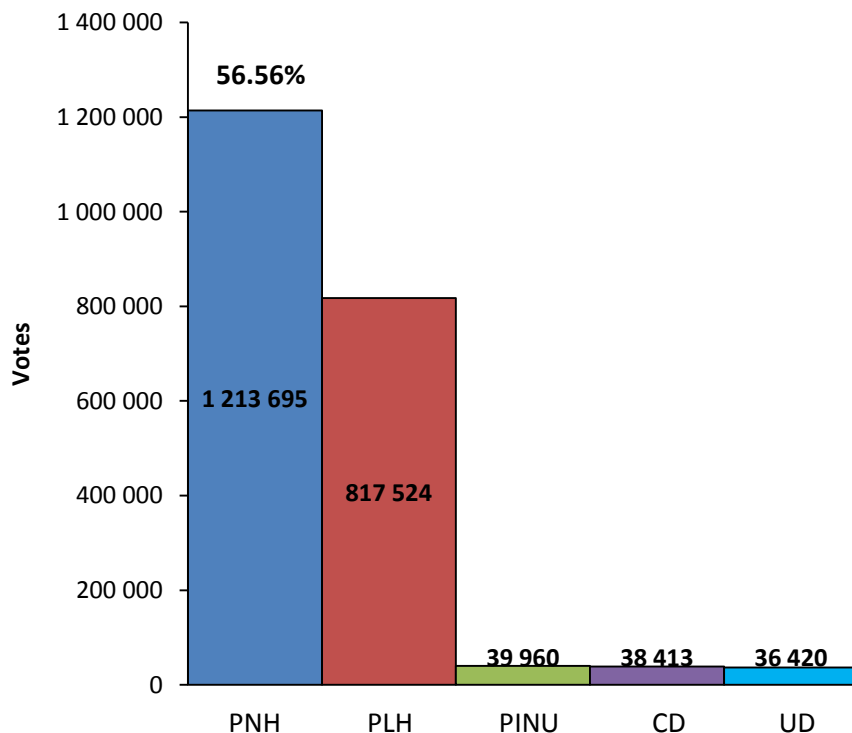
Mode de désignation des candidats : Les candidats à la Présidence et Vice-présidence sont élus lors d'élections primaires par le vote libre et obligatoire de tous les affiliés au parti.

Périodes au gouvernement : 1903-1907, 1911-1919, 1924-1929, 1933-1954, 1963-1975, 1990-1994, 2002-2006, 2010 -...

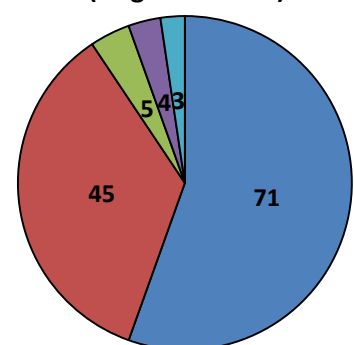
Résultats électoraux

(29 novembre 2009)

Elections présidentielles



Elections législatives (sièges obtenus)



Source : www.infolatam.com

Histoire du parti

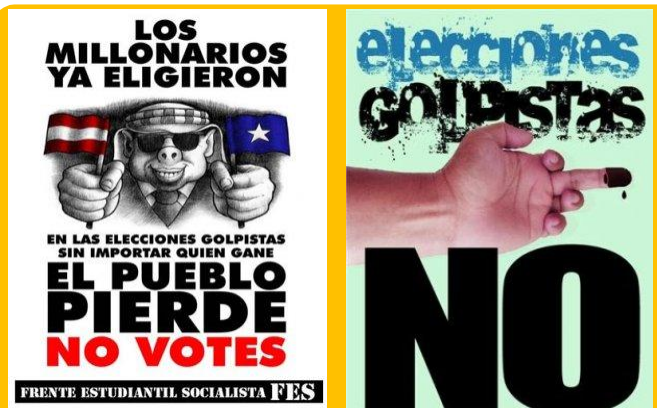
Le PNH est né d'une scission du Parti Libéral (PLH), dans le but de créer une option politique nouvelle, plus représentative de l'intérêt national et moins fractionnée que le PLH. Les bases du parti sont mises en place par un accord signé en 1890 et lors d'une grande convention nationale le 27 février 1902 à Tegucigalpa, le Parti National Progressiste est formé. Toutefois, il ne prend pas tout de suite la forme d'un parti de masse institutionnalisé, se définissant plutôt d'abord comme un sorte de club social (d'où sa dénomination Club Central de la Démocratie en 1910) visant à la formation de clubs locaux dans le pays entier. Avec la mort de son principal fondateur, le Général Bonilla, en 1913, le parti décline un temps avant de renaître grâce à Alberto Membreño en 1919 sous le nom de Parti National Démocratique, puis Parti National du Honduras en 1921.

Dans la première moitié du siècle, ce parti conservateur, favorable à l'influence cléricale et opposé à l'intégration centroaméricaine s'allie souvent avec les militaires et certaines tranches de l'économie, comme la compagnie bananière United Fruit Company. Le mandat de Manuel Bonilla (1903-1907) illustre bien cette politique d'alliance, et ceux de Francisco Bertrand (1911-1912) et de Miguel Paz Baharona (1925-1929) défendent délibérément les intérêts Etats-uniens. Le parti attire également les partisans de l'ordre, les grands propriétaires des régions peu développées. Le mandat de Tiburcio Carias Andino (1933-1949) dérive d'ailleurs bien vite vers la dictature, ce qui crée des oppositions au sein même du parti. L'élection de Juan Manuel Gálvez (1949-1954) marque un retour au pacifisme et un relatif détachement du voisin nord-américain.

Sa stratégie mène donc de nombreuses fois le parti au pouvoir mais dès l'instauration de la démocratie en 1980, son image de conservatisme et de collusion avec le pouvoir militaire constitue un handicap : il ne revient pas au pouvoir jusqu'en 1989. Le parti conserve cependant un appui électoral consistant, relativement stable et fidèle, toujours au dessus des 40%. Au fil du siècle, il inclut des éléments progressistes dans sa doctrine, se prononçant pour le réformisme politique et le

libéralisme économique. C'est notamment Rafael Callejas qui permet un renouvellement de l'image du parti, s'imposant dès 1985 comme son leader charismatique. Il remporte les élections présidentielles en 1989 par une campagne novatrice et un programme fondé sur le changement politique. Les impératifs de la crise économique l'obligeront cependant à revoir sa politique économique sous un angle plus austère.

En 2001, les élections témoignent d'un faible contenu idéologique, le débat restant centré sur la critique de la corruption des gouvernements du PLH et la lutte pour l'autorisation de la candidature de Ricardo Maduro. En effet, la Loi Electorale l'empêche de se présenter pour des raisons de nationalité. Celle-ci sera finalement réinterprétée de façon à permettre à Maduro de concourir. Il remporte le scrutin, grâce à un programme attractif en faveur de l'éducation et de la sécurité (opportun alors que les *maras* prolifèrent dans le pays).



Les affiches diffusées en prévision des **élections générales de novembre 2009** témoignent de la tension politique extrême entourant le scrutin. En effet, elles ont lieu quatre mois après la destitution du président élu Zelaya, dans un contexte politique chaotique (que certains assimilent à une dictature) et sont accompagnées du déploiement de nombreux militaires. La victoire du candidat du PNH, Porfirio Lobo Sosa, apparaît **pour** beaucoup comme une légitimation du putsch et même une prolongation de celui-ci.

Expériences de gouvernement

La présidence de Rafael Leonido Callejas (1990-1994) marque une alternance inédite, car il est le premier candidat victorieux de l'opposition depuis les élections de 1932. Après avoir échoué aux présidentielles de 1985, à cause d'un système électoral particulier, il remporte celles de 1989, avec 50.9% des votes et malgré les accusations de corruption de l'opposition. Par un discours neuf et une campagne dynamique, il incarne alors un certain renouveau pour le PNH, proposant un renforcement de l'Etat, du secteur privé et de la sécurité juridique.

Cependant, la conjoncture économique lui impose un plan d'ajustement structurel proposé par le FMI (ce qui donne lieu à la Ley de Ordenamiento Económico), qui suppose un durcissement de la politique fiscale, une réduction des dépenses sociales, et plusieurs dévaluations. En conséquence, les exportations baissent, le prix des produits de base augmente et de nombreux mouvements sociaux viennent exprimer le mécontentement général.

Sur le plan politique, le mandat de Callejas connaît plus de succès. Entretenant de meilleurs rapports diplomatiques, le Président assiste aux Sommets Ibéro-américains, signe les accords de coopération économique entre le G-3 et l'Amérique Centrale et ses bonnes relations avec les Etats-Unis conduisent à la négociation d'une remise de dette de 430 millions de dollars. Le conflit frontalier avec le Salvador est également réglé grâce à l'arbitrage du Tribunal International de la Haye. Il participe de plus à la modernisation de l'Etat (Loi des Municipalités par exemple) et crée le Fond Hondurien d'Investissement Social.

Toutefois, durant sa présidence, les Forces Armées pratiquent encore des violations des droits de l'Homme et des ingérences dans le pouvoir civil. Callejas sera, lui, accusé de plusieurs actes de corruption quelques mois après son départ. Ses idées sont toutefois aujourd'hui reprises au sein du mouvement « Arriba Honduras ».

Trajectoire de Porfirio Lobo Sosa



Porfirio Lobo Sosa, surnommé « Pepe », est né en 1947 à Trujillo dans une famille de grands propriétaires ruraux. Parallèlement à sa carrière politique, il n'abandonnera jamais

ses activités de cultivateur et d'éleveur.

Après un Bachillerato en Sciences et Lettres, il part effectuer une licence en administration d'entreprises à Miami. Il passe également quelques temps à Moscou, où il étudie les Sciences Politiques. Après quoi, il s'engage dans le Parti Communiste du Honduras (PCH), qu'il quitte dans les années 80 pour rejoindre le Parti National du Honduras (PNH) de droite.

Sa carrière politique commence avec la présidence de la Jeunesse Nationaliste de 1967 à 1970, puis il accède à la présidence du Comité Local de Juticalpa. Il obtient un siège au Congrès National en 1989 (et la présidence en 2002) et en 1999 devient président du Comité Central du PNH, l'organe exécutif majeur du parti. Il s'engage aussi dans des organisations d'agriculteurs et dans le Comité pour la Défense des Droits Humains (CODEH) dans les années 80.

En 2005, il est candidat du PNH pour les élections présidentielles, malgré les accusations de malversations financières dans sa campagne et d'infraction constitutionnelle par sa candidature. Son programme, sous le slogan « Travail et Sécurité » prévoit un durcissement de la législation pénale contre les mareros, le développement industriel et la défense du CAFTA, traité de libre commerce avec les Etats-Unis. Au terme d'élections aux résultats confus et tardifs, il finit par admettre sa défaite face au candidat du PLH José Manuel Zelaya. Il devient alors le leader de l'opposition animant le mouvement « Cambio Ya ».

Suite à la destitution de Zelaya et la crise politique qui s'ensuit, « Pepe » Lobo se prononce en faveur du changement mais avec une certaine modération, se détachant de courants plus téméraires actifs au sein du PNH. Il s'oriente vers une attitude plus neutre, appelant à la négociation et la réconciliation. Il est élu en novembre 2009, héritant d'une situation politique et économique chaotique.

Le PNH face au PLH : un bipartisme réel ?

Tout au long du 20^{ème} siècle, les rendez-vous électoraux au Honduras ont pris la forme d'une confrontation entre les deux partis les plus importants et les plus anciens : le Parti National et le Parti Libéral. Si l'on s'en tient à la période démocratique, c'est-à-dire depuis la Constitution de 1982, le Parti National n'a réussi à provoquer que deux alternances, en 1989 et en 2001, obtenant toutefois tout au long de la période plus de 40% des votes. En effet, les autres forces politiques restent loin derrière, rassemblant en général aux alentours de 4% des suffrages. Le bipartisme est donc clair et durable, se faisant d'autant plus frappant que les élections présidentielles, législatives et municipales sont concomitantes, ce qui donne souvent au même parti la victoire dans tous les scrutins.

Le PNH se comprend donc essentiellement à travers son opposition au PLH. Il est pourtant né de celui-ci, d'une scission en son sein au tout début du siècle, mais s'oriente vers une idéologie plus conservatrice. En effet, tandis que le PLH se place plutôt à gauche la gauche, le PNH semble, lui, remplir l'espace politique laissé à droite, allant, selon les analyses, du centre-droit jusqu'à l'extrême-droite. Sa cohésion doctrinale interne est plus forte que celle du PLH mais le parti a toutefois vu son idéologie évoluer au cours du siècle, allant vers un progressisme et un centrisme renforcés. Les bases de ses programmes électoraux sont la défense de la propriété privée, le libre commerce, la dérégulation des marchés, la privatisation et la défense de valeurs traditionnelles comme la famille.

Mais est-il si différent idéologiquement du PLH ? Le grand fractionnement de ce dernier empêche une vision claire et générale de ses principes, certains progressistes, d'autres nettement conservateurs. De plus, lors des rendez-vous électoraux, le PNH tend à orienter son programme vers le centre afin d'élargir ses bases. Les deux lignes partisans semblent donc se brouiller et leur différenciation se baser, non sur des désaccords idéologiques mais plus sur leur capacité à rassembler des fonds pour les campagnes et à gérer leurs luttes internes.

Certains observateurs soutiennent également que la collusion des intérêts économiques et politiques fausse la compétition électorale. Les hommes politiques sont avant tout des hommes d'affaires, défenseurs d'intérêts privés, et les campagnes électorales se caractérisent de plus en plus par leur faiblesse idéologique. Les luttes de pouvoirs semblent s'être déplacées, quittant le domaine public et politique, pour celui des entreprises privées et des lieux financiers, où se concluent aujourd'hui les accords entre les dirigeants des partis. Parallèlement, népotisme et corruption viennent discréditer le jeu politique aux yeux de l'électorat dont l'apathie se manifeste de plus en plus clairement à travers l'abstention (61% aux dernières élections selon la Cour Suprême Electorale).

Le bipartisme politique au Honduras apparaît de plus en plus comme une façade, les alternances prenant la couleur de vote-sanction plus que d'un choix idéologique et les deux partis dominants se montrant plus motivés par des intérêts individuels que par des programmes politiques.

Références

- Rouquié Alain (sous la coordination de), Les forces politiques en Amérique centrale, éditions Karthala, 1991
- Willibald Sonnleitner, Jean-Michel Blanquer et Fernando Carrilo Flórez (Collaboration), Explorando los territorios del voto : hacia un atlas electoral de Centroamérica, Guatemala : CEMCA-Guatemala, 2006
- Site du Parti National : <http://www.partidonacional.hn>
- Site du Centre d'Etudes et Documentation Internationales de Barcelone : <http://www.cidob.org/es>
- Extraits de : Tim Merrill, Honduras: A Country Study, Washington: GPO for the Library of Congress, 1995, sur <http://countrystudies.us/honduras/>
- MORENO Ismael, HONDURAS - À 25 ans de l'instauration du régime constitutionnel : démocratie formelle et tragédie sociale, Envío, avril 2007 sur <http://www.alterinfos.org>